



Conseil économique et social

Distr. générale
29 novembre 2011
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives; thème prioritaire : « L'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels »

Déclaration présentée par Presbyterian Church (USA), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2012/1.



Déclaration

Presbyterian Church (USA), sous son nom ou sous ses appellations antérieures, a toujours œuvré en faveur des droits des femmes tant au sein de l'église que de la société. Tout comme ses partenaires à travers le monde, Presbyterian Church (USA) reconnaît l'importance des femmes en ce qui concerne l'élaboration des politiques de développement. Les organisations féminines ont vu le jour au sein de l'église presbytérienne au début du XIX^e siècle. Elles ont montré le chemin pour plaider en faveur de questions diverses y compris la justice pour les femmes. Les presbytériens, y compris les groupes de femmes, ont toujours œuvré et œuvrent encore pour l'élimination de la pauvreté et de la faim en soutenant personnellement et financièrement des programmes d'alimentation et des initiatives s'attaquant aux causes profondes de la pauvreté et de la faim dans leurs propres communautés, et à travers le monde.

Presbyterian Church (USA) et ses partenaires internationaux de mission, y compris des membres de la Communion mondiale d'Églises réformées, reconnaissent le rôle important joué par les femmes en ce qui concerne le développement durable et l'élimination de la pauvreté et de la faim.

Sécurité alimentaire

La faim et la malnutrition augmentent à cause de l'insécurité alimentaire. Les communautés qui jouissaient de ressources abondantes luttent à présent afin de fournir la nourriture nécessaire. Les terres agricoles sont souvent réservées à l'agro-industrie plutôt qu'aux cultures vivrières. Ce manque d'accès aux cultures vivrières et à l'aquaculture, ainsi que de propriété des ces terres, aggrave les défis à la sécurité alimentaire rurale. Le manque de produits agricoles, tels que les semences et les engrais, ainsi que la nécessité de meilleures techniques agricoles aggravent encore ces défis.

L'accès à une eau non polluée et à des méthodes efficaces d'irrigation pose toujours des problèmes malgré les avancées opérées grâce aux initiatives des objectifs du Millénaire pour le développement. Ces problèmes affectent de manière disproportionnée les femmes vivant dans les zones rurales.

Les Assemblées générales des presbytériens ont longtemps plaidé pour la sécurité alimentaire et la justice dans les politiques du Gouvernement, comme lors d'un appel, en 1981, au Président et au Congrès des États-Unis d'Amérique à cesser de se servir de la nourriture comme arme diplomatique et à faire de l'élimination de la faim l'objectif premier du rapport entre les États-Unis et les pays en développement.

La deux cent douzième Assemblée générale (2000) de Presbyterian Church (USA) demande au Committee on Mission Responsibility Through Investment : d'étudier l'impact des multinationales sur le déclin des communautés rurales et de leur tissu social; d'avertir les fidéicommissaires et les fondateurs des organes directeurs de l'Église de toute décision des actionnaires susceptible d'avoir un impact positif ou négatif sur les communautés rurales, et, lorsque c'est possible, d'agir sur ces décisions dans l'intérêt des familles de fermiers et de propriétaires de ranchs; et de plaider, au sein des multinationales, en faveur de la vitalité et de la stabilité des communautés rurales ainsi que des familles de fermiers et de propriétaires de ranchs.

En réponse à la récente crise alimentaire mondiale, la deux cent dix-huitième Assemblée générale (2008) presse l'Église d'appeler tous les presbytériens à donner à un fonds spécial pour venir en aide à nos partenaires étrangers, de produire les ressources nécessaires pour faire prendre conscience de cette crise et de se mobiliser avec le Gouvernement des États-Unis, la Banque mondiale, et autres organisations, afin d'augmenter l'aide financière en faveur du développement de l'agriculture.

Accès à l'éducation

Les presbytériens affirment l'importance d'une éducation publique et gratuite. Des rapports issus de femmes à travers le monde montrent qu'un fort taux d'analphabétisme entrave le potentiel de développement des femmes et des filles. L'accès à l'éducation est particulièrement difficile dans les zones rurales du fait du manque d'infrastructures, d'enseignants formés et d'écoles.

Les mariages et les grossesses précoces, les déséquilibres dans les responsabilités familiales et les gardes d'enfants, les normes culturelles et les besoins financiers peuvent empêcher les femmes de profiter des possibilités éducatives dans les zones rurales aux États-Unis et dans le monde.

Une éducation par rapport à la nutrition, la santé et l'hygiène, les pratiques agricoles et les compétences génératrices de revenus peut accroître les possibilités de développement non seulement pour les femmes, mais aussi pour l'ensemble de leur communauté.

Accès aux soins de santé

Les presbytériens affirment l'importance de l'accès aux soins de santé. Les taux de mortalité maternelle et infantile et de morbidité demeurent élevés dans les zones rurales à cause du manque d'accès à des soins de santé appropriés. Le fait que les femmes se chargent des soins pour la famille et la communauté, souvent sans la protection adéquate (surtout dans des cas ayant à voir avec le VIH/sida, la tuberculose et autres maladies contagieuses), et qu'elles passent du temps à s'occuper des malades, peut les empêcher de poursuivre leur éducation ou de développer d'autres savoir-faire monnayables. Augmenter l'accès à des soins de santé professionnels dans les zones rurales peut augmenter, pour les femmes et les filles, les chances de vivre une vie saine. Former les femmes aux soins de santé peut aider à s'assurer qu'elles sont payées suffisamment pour les soins qu'elles prodiguent.

Logement, terres, et biens immobiliers

Presbyterian Church (USA), de même que nos partenaires, pensent que les déplacements successifs dus à la violence et aux expulsions sans assistance à la réinstallation ou indemnisation en cas de saisie des terres, touchent les femmes de manière disproportionnée et, souvent, elles n'ont pas les actes de propriété nécessaires. Le manque de l'information nécessaire sur les actes de propriété peut contribuer à des violations des droits existants en matière de logement; le manque de logements abordables et le manque d'accès à des terres cultivables ou à des zones de pêche maintiennent les femmes rurales dans la pauvreté à des taux bien plus élevés que leurs homologues urbains ou masculins.

La violence à l'égard des femmes

Les presbytériens appellent constamment à la prévention de la violence familiale et des agressions sexuelles. Les femmes à travers le monde déclarent un niveau élevé d'impunité pour des actes de violence sexiste. L'isolement et la pauvreté rendent les femmes et les filles dans les zones rurales particulièrement vulnérables à de telles violences. Les presbytériens ont engagé d'importantes ressources en faveur de l'éducation, de la mobilisation et du soutien en vue de prévenir la violence sexiste et en faveur d'initiatives encourageant la guérison et le rétablissement.

Recommandations

Sur la base des expériences de Presbyterian Church (USA) et de ses partenaires internationaux, y compris des membres de la Communion mondiale d'Églises réformées, dans sa lutte contre les problèmes susmentionnés, Presbyterian Church (USA) propose les recommandations suivantes.

Presbyterian Church (USA) encourage les États Membres à accroître l'égalité des sexes pour toutes les femmes et à consulter les femmes sur le terrain en vue d'acquérir une expertise locale pour tenter de résoudre les problèmes que rencontrent les femmes. Presbyterian Church (USA) encourage les États Membres à prendre des mesures pour augmenter l'accès des femmes à l'éducation, aux soins de santé, au logement, aux terres et aux biens immobiliers et pour soutenir et créer des programmes gouvernementaux d'aide au développement fondés sur le sexe. Presbyterian Church (USA) encourage l'Organisation des Nations Unies à surveiller et établir des rapports sur les questions de violence à l'égard des femmes et à tenir les États Membres responsables de la dégradation des droits des femmes.

Les États Membres doivent pourvoir à un financement adéquat pour les programmes de formation à l'appui de projets de femmes, y compris les projets d'agriculture à petite échelle, de coopératives et autres entreprises.

Les cultures vivrières et la création de coopératives agricoles à petite échelle aident les femmes et leurs communautés à résoudre le crucial problème lié à la sécurité alimentaire. Les États Membres doivent élaborer et appliquer des politiques permettant de soutenir les petits agriculteurs. La protection par le gouvernement des petites fermes et un environnement juridique soutenant ces exploitations et coopératives permettra d'accroître la sécurité alimentaire et d'améliorer la vie des femmes dans les zones rurales.

L'accès aux droits de l'homme fondamentaux, comme la nourriture et l'éducation, ne doit pas dépendre du sexe d'une personne ou de l'endroit où elle est née dans son État. Une action des États Membres pour améliorer les possibilités éducatives et l'environnement des femmes et des filles, en particulier dans les zones rurales, favorisera une économie mondiale plus forte.

Les États Membres doivent créer des structures juridiques et économiques permettant aux individus de créer des microentreprises génératrices de revenus. Les États Membres doivent aider les femmes à partager leurs connaissances et leurs compétences à travers des ateliers éducatifs et des cours. Les États Membres doivent permettre que la politique alimentaire s'appuie sur un contrôle local et démocratique, reconnaissant que les solutions locales sont souvent les plus efficaces pour faire face aux problèmes locaux.

L'accès aux soins de santé et aux services de soutien doit être disponible pour tous et partout, pas seulement pour ceux qui vivent dans les zones urbaines. Les États Membres doivent œuvrer afin d'assurer l'accès aux soins de santé pour tous leurs citoyens. Les États Membres doivent soutenir des programmes prenant en charge les malades (en particulier ceux touchés par le VIH/sida) et aider et soutenir les victimes de violence domestique et d'abus, en particulier dans les zones rurales.

Conclusion

Toute personne doit avoir accès aux droits vitaux de base, comme une nourriture nutritive, le logement et l'éducation. Les femmes et les filles plaident en faveur de ces droits avec leurs gouvernements et fournissent des services, tels la collecte alimentaire, de vêtements et autres besoins de base pour aider à étendre ces droits à d'autres. Les États Membres doivent concentrer leurs efforts pour se calquer sur les efforts des femmes et des filles, surtout en ce qui concerne celles vivant dans les zones rurales.
